

Les Notes de la C2A

Former les jeunes ruraux pour développer les agricultures familiales

Numéro 19 - septembre 2014

L'insertion socioprofessionnelle de la jeunesse et l'agriculture sont des grands enjeux. Aux Suds, les moins de 15 ans représentent 28% de la population mondiale et 47% en Afrique subsaharienne (croissance démographique jusqu'à 3%/an). L'exode rural des jeunes vers les bidonvilles est massif, entraînant un vieillissement des producteurs. En 2050, 27 millions de jeunes africains arriveront annuellement sur le marché du travail, la plupart sans qualification (seuls 40% d'entre eux étaient inscrits en première année de secondaire en 2011). La mise en place d'une offre éducative et de formation professionnelle est indispensable pour leur avenir. Ce sujet progresse peu à peu dans l'agenda international.

Un enjeu pour l'emploi et la souveraineté alimentaire

La formation agricole et rurale est un des éléments qui participera à répondre au défi de la souveraineté alimentaire à venir. L'accès de tous à une alimentation saine et suffisante dépend en partie de la capacité des agricultures familiales à accroître la production et les revenus des paysans pauvres, premières victimes de la faim. Pour atteindre ces objectifs, les apprentissages de nouvelles techniques, la maîtrise de la gestion d'exploitation, la protection de l'environnement sont indispensables; et former la jeune génération permettra un renouvellement des compétences dans le temps. Enfin, les agriculteurs ont besoin de services en amont et aval de la production et que des métiers para-agricoles émergent, y compris pour bien vivre en milieu rural.

Il est donc primordial d'accompagner les jeunes vers l'ensemble des métiers agricoles et ruraux et leur permettre de se construire un avenir comme citoyens et professionnels. Or, les rares dispositifs de formation dédiés aux producteurs à la fin des années 1980 ont été mis à mal par les plans d'ajustement structurel. De plus, en termes qualitatifs, les formations assurées ne sont pas en adéquation avec les enjeux de l'insertion des jeunes en milieu rural. Les modèles agricoles proposés aux jeunes en formation sont souvent

décalés des conditions paysannes dans lesquelles ils vont se retrouver. Le plus préoccupant est le faible nombre de jeunes en formation agricole qui deviendront exploitants agricoles car l'orientation vers la fonction publique et les niveaux supérieurs (technicien et ingénieur pour encadrer les cultures de rente) sont privilégiés. Au Bénin par exemple, seuls 10 % des 490 jeunes formés par l'Etat en agriculture en 2002 se sont installés.

Vous avez dit « formation »?

La formation professionnelle est un champ particulier qu'il convient de distinguer de la vulgarisation qui transmet une technique (ex: semis sous couvert végétal) ou aborde une thématique (ex: conduite d'un élevage de poulets).

Fondée sur le projet personnel des apprenants en relation avec un territoire, la formation professionnelle s'adresse à des jeunes du système scolaire (formation initiale) ou à des jeunes ou adultes en activité (formation continue) et vise la formation à un métier donné (exploitant agricole par exemple). Cela demande du temps pour accompagner le projet et développer les compétences.

Les conditions d'une offre pertinente de formation agricole et rurale

La formation professionnelle est un levier pour l'insertion socioprofessionnelle et doit être organisée autour de cette finalité, en envisageant l'accompagnement des dans l'élaboration de leur projet d'insertion. Une approche d'ingénierie pour la mise en place de ces formations fondée sur les compétences1 est incontournable pour éviter l'inadéquation souvent constatée. Associer les professionnels du secteur, comme au Cameroun lors de l'élaboration du référentiel Exploitant agricole, est un préalable pour que les profils de sortie soient cohérents avec les besoins du territoire. Ensuite, le centre de formation doit construire son propre plan de formation pour adapter son offre aux spécificités locales (saisonnalité, spéculations, modes de consommation...).

La formation générale pour une insertion durable

Pour une insertion durable des jeunes ruraux, leur formation humaine est fondamentale. Audelà des connaissances techniques, cela exige un socle de compétences générales (alphabétisation, mathématiques, gestion, citoyenneté, santé...) permettant de s'ouvrir l'esprit, d'acquérir de la reconnaissance sociale et de faire face aux évolutions du métier. En agriculture, cela signifie être capable de développer son exploitation en diversifiant les cultures et par des activités non agricoles, d'être plus résilient face aux climatiques, changements d'intégrer une organisation paysanne de façon à sécuriser l'amont et l'aval de sa production.... Ce socle est d'autant plus important qu'il faut répondre à la masse des jeunes ruraux déscolarisés précocement (43% d'abandons en primaire au Burkina Faso). La formation agricole et rurale doit s'articuler avec l'éducation de base en proposant des parcours qui tiennent compte des attentes d'orientation de ces jeunes et de leur famille. Les formateurs doivent donc maîtriser le secteur professionnel concerné mais aussi être de bons pédagogues et à l'écoute des jeunes.

Valoriser le métier d'agriculteur dans toutes ses composantes

La formation agricole et rurale doit correspondre aux particularités du métier d'agriculteur. Les exploitants sont majoritairement polyvalents (diversité des productions, association élevage-cultures...) et souvent pluriactifs (transformation, menuiserie, maçonnerie...). Cela implique d'intégrer dans la formation des dimensions liées à l'artisanat rural, afin que les jeunes puissent tirer des revenus en saison sèche. Lorsque la

spécialisation des activités est envisageable, la formation proposée doit se diversifier vers les métiers liés à l'amont (production de semences, de provende) et à l'aval (transformation, commercialisation) de la production agricole.

Une approche de la formation agricole et rurale : Les Maisons familiales rurales, outils de développement local

Les MFR sont des associations de familles qui prennent leurs responsabilités pour l'éducation intégrale et la formation professionnelle par alternance des jeunes et adultes. Ancrées dans leur territoire, elles tissent des alliances pour l'insertion de ces jeunes, comme des coopératives maraîchères au Maroc. Elles facilitent aussi la socialisation grâce à l'internat pendant les temps de présence en MFR. Dans chaque pays, elles se renforcent au sein d'une Union nationale et portent les préoccupations des ruraux auprès des autorités.

Plus de 1 500 MFR dans 41 pays proposent des formations agricoles et se diversifient vers d'autres métiers (mécanique, bois, électricité, etc.).

Les atouts de la pédagogie de l'alternance des MFR

La pédagogie de l'alternance (dite intégrative) des MFR place les jeunes comme acteurs au centre du dispositif. Durant une période définie, ils alternent stages en milieu socioprofessionnel et séjours en MFR (« réussir puis comprendre »). Pédagogie du questionnement et de la rencontre associant familles, maîtres de stage et moniteurs de MFR, cette alternance part du vécu, valorise les savoir-faire locaux et apporte progressivement des innovations dans le milieu. Enfin, la formation professionnelle est le support concret d'apprentissages généraux. Des outils pédagogiques spécifiques permettent de faire dialoguer milieu socioprofessionnel et centre de formation.

L'insertion socioprofessionnelle des jeunes se prépare pendant leur formation. Le centre les accompagne à s'orienter par la découverte des métiers agricoles et ruraux pour qu'ils reconsidèrent ou confirment leur projet initial. La plupart des jeunes arrivent en formation avec une image dévalorisée de l'agriculture (« ça ne gagne pas »).

¹La compétence s'inscrit dans le registre de l'action et résulte d'une combinaison du savoir agir (savoirs, savoir-faire et savoir-être), pouvoir agir (contexte) et vouloir agir (motivations). La formation permet de mettre les personnes en « capacité » de développer des « compétences ».

Le continuum formation-insertion pour la relève des agriculteurs familiaux

En cours de formation s'opère une prise de conscience de la valeur sociale et économique de l'activité: ils deviennent fiers d'être paysans, « un vrai métier » selon un jeune Camerounais. Le rôle des formateurs est d'accompagner les jeunes dans l'élaboration de leur projet socioprofessionnel: modules sur l'entrepreneuriat pour qu'ils progressent en autonomie; intervenants extérieurs (organisations de producteurs, instituts de microfinance...); suivi personnalisé avec chaque jeune.

La nécessaire complémentarité entre acteurs post-formation

Si un centre de formation a pour mission d'accompagner les jeunes à l'issue de leur formation, il n'a ni vocation ni compétences pour financer les sortants. C'est pourquoi, il s'avère nécessaire qu'il soit en relation avec les autres acteurs de développement rural en fonction de l'existant dans le milieu: les organisations professionnelles et formes d'insertion pour le suivi-conseil; les instituts de microfinance, les banques, et les fonds nationaux pour le financement (ex: Agence nationale pour l'emploi au Mali). Le centre de formation peut aussi inciter des regroupements entre anciens formés pour qu'ils puissent accompagner l'insertion des promotions suivantes.

Pour l'insertion des jeunes des Suds, le manque de terre, de capital, de garantie, d'infrastructures sont des obstacles fréquents. Principal levier, la famille joue un rôle indispensable: accès au foncier, appui humain, financier ou matériel pour le démarrage...

L'insertion est aussi sociale: les jeunes aspirent à fonder leur famille, à disposer de leur logement. Entrer dans « le monde des adultes » est donc un processus

complexe et long.

Des obstacles supplémentaires pour les jeunes filles

Pour les filles, les centres de formation doivent veiller proposer une formation adaptée, notamment sur des filières socialement féminines agroalimentaire, (transformation services en milieu rural, etc.). D'après des enquêtes menées au Burkina Faso, au Cameroun et à Madagascar, elles ont davantage de contraintes pour leur insertion:

elles n'ont pas toujours le droit d'hériter des terres et le fait de se marier constitue parfois un frein au développement de leurs activités.

Des parcours non linéaires

L'économie rurale étant largement informelle, les jeunes cherchent des ressources pour leur auto-emploi. Les spécificités des jeunes étant difficilement prises en compte par les institutions de microfinance, ils font plutôt des demandes d'appui auprès de dispositifs comme le Fonds régional pour le développement agricole à Madagascar, le Fonds national d'appui à la jeunesse au Tchad ou le Programme national pour l'agriculture familiale au Brésil. Mais la complexité de ces dossiers est un frein. Ils cherchent donc à réunir des fonds de démarrage de leur activité par eux-mêmes par une activité intermédiaire (moto-taxi, vaccination de bétail, mines...) pouvant exiger une mobilité (ville ou pays voisin). Tout cela rend les trajectoires non linéaires.

Mobiliser les acteurs du territoire pour un dispositif post-formation

En Haïti, sur le Plateau central, le Mouvement paysan de papaye dispose d'un réseau d'animateurs dense, interlocuteurs pour ses 60 000 membres. Ces animateurs sont formés à un rôle d'accompagnement et de suivi post-formation au démarrage d'activité, pour des jeunes ayant obtenu un crédit et une subvention dans le cadre du dispositif régional d'installation (en phase de test). Ce dispositif est piloté avec la direction locale de l'agriculture pour une bonne concertation des différents acteurs de la formation et post-formation.



Pour des politiques de développement rural intégrant les questions de formation professionnelle

Recommandations

- Intégrer transversalement la formation professionnelle dans les politiques de développement rural, par une gouvernance regroupant les acteurs engagés (jeunes, familles, professionnels, centres de formation, ministères...)
- Elaborer dans chaque pays un cadre politique cohérent (référentiels, parcours post-primaire, diplômes, financement) pour des formations agricoles et rurales de qualité, selon une approche territoriale préservant les spécificités locales et la complémentarité des offres de formation (publique, privée, de la société civile) proposant des pédagogies différenciées
- Mettre les jeunes et leur projet au centre des dispositifs en tenant compte de leurs attentes et stratégies
- Articuler formation et insertion par les pratiques d'accompagnement des jeunes (analysant la réalité des parcours et des systèmes agraires) et la synergie des réseaux d'acteurs
- Mettre en place des politiques claires en faveur de l'insertion des jeunes exploitants familiaux : préservation et accès au foncier, accès à des subventions ou à des crédits à taux concessionnels, conseil à l'exploitation, garanties de débouchés locaux, etc.

Cela émerge avec la formalisation de stratégies nationales et de programmes publics (AFOP au Cameroun, FormaProd à Madagascar). La création de réseaux nationaux Formation agricole et rurale est intéressante pour la

concertation des acteurs publics et privés autour des politiques de formation. Cela permet à la société civile de nouer des alliances et de porter les préoccupations des jeunes, de leurs familles et des professionnels ruraux.

Qui nourrira le monde en 2050 ?

Les nouveau-nés en milieu rural entre 2010 et 2030 seront les producteurs agricoles de 2050. Pour répondre aux enjeux de quantité et de qualité de l'alimentation qui grandissent, ils doivent avoir accès à des cursus de formation permettant aussi de construire le vivre ensemble du monde de demain.

Références:

- Beaujeu R., Kolie M., Sempéré J-F. et Uhder C., <u>Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne</u>, AFD, A savoir, Vol. 5, avril 2011
- Duffaure A., <u>Education, milieu et alternance</u>, L'Harmattan, 2005
- Le Bissonnais A. et Erceau J., <u>Les MFR dans le</u> monde : une contribution originale à la formation et à l'insertion des jeunes, L'Harmattan, 2014
- Losch B., Fréguin-Gresh S. et White E., <u>Transformations rurales et développement</u>, Pearson, 2013
- Maragnani A., <u>Les enjeux de la formation</u> professionnelle et technique dans le secteur agricole et le milieu rural, MAEE, janvier 2008
- Réseau FAR, www.reseau-far.com
- UNMFREO, 2014, <u>Année internationale de l'agriculture familiale : les Maisons familiales rurales de 16 pays prennent position</u>, Communiqué de presse, 28 novembre 2013, www.mfr.asso.fr

Dans le cadre de sa mission d'appui au plaidoyer collectif de ses membres, Coordination SUD a mis en place des commissions de travail. Ainsi, la Commission Agriculture et Alimentation (C2A) regroupe 20 ONG de solidarité internationale qui agissent pour la réalisation du droit à l'alimentation et un soutien renforcé à l'agriculture familiale dans les politiques ayant un impact sur la sécurité alimentaire mondiale : 4D, ACF, aGter, Artisans du Monde, AVSF, Cari, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, CIDR, Crid, Gret, Inter Aide, Iram, Oxfam France, Peuples Solidaires-ActionAid France, Réseau Foi et Justice Europe, Secours Catholique, Secours Islamique, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales, et une organisation invitée : Inter-réseaux.

L'objectif de la commission consiste à coordonner les travaux réalisés par ses participants et faciliter la concertation entre ses membres dans leur travail de plaidoyer auprès des acteurs sociaux et des décideurs politiques internationaux. Les membres de la Commission s'accordent sur les représentations assurées au nom de Coordination SUD en un ensemble de lieux (Concord au niveau européen, FAO, OMC, Cnuced), et y échangent des informations sur les enjeux internationaux en cours. La commission est mandatée par Coordination SUD pour formuler les positions que prend le collectif lors des principaux rendez-vous institutionnels traitant de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette note a été rédigée par Benjamin Duriez, UNMFREO.



